

## **Le GIS Institut du Genre lance trois appels à projets dans le domaine des études du genre et des sexualités.**

Fondé en 2012 à l'initiative de l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS, l'Institut du Genre est un Groupement d'Intérêt Scientifique qui réunit trente partenaires institutionnels. S'appuyant sur des UMR et des équipes explicitement engagées dans la recherche sur le genre, il constitue un lieu de coordination, de référence et d'accueil scientifique des recherches françaises sur le genre et les sexualités. Il a vocation :

- 1) à contribuer à la reconnaissance scientifique et à l'extension géographique de ces recherches en France ;
- 2) à donner, à la faveur de diverses actions de soutien, une visibilité internationale aux recherches françaises dans ce domaine ;
- 3) à favoriser l'émergence de nouvelles formes de collaboration scientifique, y compris avec des partenaires étrangers ;
- 4) à encourager les recherches interdisciplinaires ou transversales à périmètres multiples, à l'intérieur des SHS mais aussi entre les SHS et les autres domaines scientifiques.

L'Institut du Genre a défini 8 axes de recherches à développer :

1. Environnement – Alimentation – Développement
2. Santé – Vieillesse – Vulnérabilités – Care
3. Numérique – IA – Technologies
4. Sexualités – Corps – Reproduction
5. Violences – Pouvoir – Conflits
6. Travail – Formation
7. Cultures – Productions culturelles – Langages
8. Espaces – Mobilités - Mondialisation

**En 2020, le GIS Institut du Genre lance un appel à projets concernant trois de ces thématiques.**

### **Santé, vieillissement, vulnérabilités, care**

Quels sont les liens entre le genre et les enjeux de santé et de soin, au sens médical ou non médical (care) ? Qui doit prendre soin de qui et de quoi, avec quelle reconnaissance ? Qui a le pouvoir légitime pour définir les urgences sanitaires, les prescriptions et les coûts qu'elles impliquent pour les collectifs comme pour les personnes ?

L'ensemble de ces questions s'adressent aux études de genre au travers de situations et d'agencements que le contexte de la pandémie de covid 19 a rendus particulièrement perceptibles : les tensions entre le pouvoir médical et le pouvoir politique, entre la vulnérabilité comme condition partagée et comme assignation sociale ; les inégalités liées au soin de soi ou

d'autrui et les hiérarchies implicites entre les vies ; l'importance des récits pour dire la peur, la colère, l'isolement ou les solidarités nouvelles.

À partir de ces questions, cet appel s'adresse à une pluralité de disciplines, en privilégiant trois sous-axes et en encourageant les approches historiques, généalogiques, éthiques et comparatives.

### **1. La construction genrée de la vulnérabilité et de la dépendance**

La vulnérabilité est à la fois condition originelle, sentiment partagé et construction sociale. Dans le contexte néolibéral, la vulnérabilité de certain·e·s -supposé·e·s autonomes- peut être minorée, alors que la vulnérabilité sociale d'autres groupes peut être construite comme problématique. Les propositions interrogeront les pratiques et les discours (politiques, artistiques, littéraires, scientifiques, ...) qui produisent les normes genrées de la vulnérabilité et de la dépendance ; ces discours et ces pratiques qui, fabriquant les sujets vulnérables, affectent différemment les personnes selon le genre et la sexualité. Elles pourront également explorer les dispositifs de soutien, de jugement, d'intégration ou d'exclusion déployés pour prendre en charge la dépendance et la vulnérabilité.

### **2. Approches intersectionnelles des maladies et des épidémies**

Dans les années 1980, l'épidémie du SIDA avait révélé à quel point les maladies, les affections, les douleurs et leurs différents traitements mettent en jeu non seulement le genre et la sexualité, mais aussi la classe sociale et la race, croisant les inégalités systémiques et les représentations. Le Covid 19 a réactivé ces questions, qui resurgissent avec une acuité particulière selon les contextes sociaux et nationaux : quels sont les corps malades ou contagieux, les vies menacées à sauver et celles - incarcérées, illégalisées, déviantes, immigrées - exposées, implicitement dépréciées ? Quels sont, à l'articulation des différents rapports sociaux, les héro·ïne·s, les victimes, les suspect·e·s et les responsables des affections ? Quels privilèges et quelles hiérarchies les injonctions à la santé, au bien-être et à l'hygiène renforcent-elles ?

### **3. Prendre soin de sa vie et d'autres vies que la sienne**

Les périodes d'incertitude extrême ou de désastre dévoilent à quel point les réseaux de soin et de care soutiennent la vie sociale, et une question politique centrale : traiter et être traité·e avec *soin* constitue une exigence fondamentale de la vie citoyenne, que les stratégies politiques doivent penser et affronter. Quelles solidarités les dispositifs collectifs du souci de soi et d'autrui permettent-ils ? Quelles inégalités leur absence constitue-t-elle ? Quelles résistances ou quelles luttes les défaillances du soin, comme question publique/du public, amorcent-elles ? Comment et pourquoi prendre soin de soi (*self-care*) ? L'appel veut susciter des projets qui, en lien avec les approches critiques du genre, envisagent les procédures, les dispositifs, les cadres et les langages qui permettent de réaliser une politique du care qui soit créatrice d'égalité.

### **Travail, formation**

La crise sanitaire et le confinement ont été un révélateur de la persistance des inégalités structurelles entre femmes et hommes sur le marché du travail et dans la prise en charge du travail domestique. « Femmes providentielles, mais femmes invisibles, sous-payées et surchargées », c'est ainsi que le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes résumait en quelques mots les premiers enseignements de la crise sanitaire. Cette dernière,

doublée d'une crise économique, ne constitue pas une rupture avec l'ordre d'avant mais fonctionne au contraire comme une mise en lumière accélérée des problèmes qui traversaient la société française. Elle rappelle par ailleurs les liens forts, parfois complexes à démêler, entre les inégalités sur le marché du travail, dans la famille et celles existantes dans le champ de l'éducation et de la formation.

### **1. Au travail : des risques d'accroissements des inégalités hommes/femmes**

Emplois féminins dévalorisés, temps partiel subi, CDD, faibles niveaux de rémunération dans le public comme dans le privé... Il paraît donc urgent de réétudier la hiérarchie des salaires et son évolution et les conditions d'emploi à la lumière du genre. Comment en est-on arrivé là ? Quels ont été les facteurs déterminants de cette évolution ? Quelle est la responsabilité des politiques publiques conduites depuis 20 ou 30 ans ? Et quelles solutions peuvent émerger pour à la fois lutter contre la précarité et garantir un salaire égal pour un travail de valeur égale ? Quelles politiques publiques réorienter ? Quelle mobilisation des partenaires sociaux organiser et sous quel mode ? L'analyse des conséquences différenciées entre les deux sexes de cet épisode singulier doit se poursuivre et s'intensifier pour mieux comprendre et combattre les facteurs de résistance à une plus grande égalité femmes/hommes dans la vie économique et sociale, et réinterroger également l'articulation entre vie professionnelle et vie familiale.

### **2. Travail et formation à l'heure du distanciel**

En effet, et essentiellement pour les femmes cadres, l'irruption du télétravail comme nouvelle forme d'organisation pose et repose avec acuité la question de l'articulation entre vie privée et professionnelle et celle de la « charge mentale » des femmes. S'il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives, si le télétravail semble avoir été bien vécu par une large majorité de salarié.es, son développement ne paraît avoir contribué à une répartition plus équilibrée des tâches au sein des couples. Parallèlement, dans le champ de l'éducation et de la formation, si la crise sanitaire et le confinement ont été l'occasion de souligner les fortes inégalités entre les élèves et les étudiant.e.s selon leur milieu social, peu d'enquêtes se sont encore intéressées à la dimension genrée du rapport au savoir, à l'éducation et à la formation dans un contexte de formation à distance. Au-delà de la crise actuelle, avoir une approche genrée de l'impact du télétravail et de la téléformation, champs quasi-vierges aujourd'hui et analyser leurs conséquences différenciées entre les sexes, s'impose donc comme une question de recherche indispensable.

### **3. Formations sur le genre et pédagogie critiques**

En réponse aux inégalités constatées dans la société et dans différents champs spécifiques, des enseignements et formations sur le genre ou prenant en compte le genre se sont implantées dans les cadres scolaires, non scolaires, universitaires et professionnels. Quelles pédagogies ces enseignements et formations mettent-elles en œuvre ? Quelle place font-elles aux filles, aux femmes et aux groupes minorés ? Comment articulent-elles les dimensions individuelles et relationnelles des situations de formation et la dimension collective et systémique des rapports sociaux ? Comment prennent-elles en compte la dynamique même des situations de formations et les rapports de pouvoir qui s'y manifestent ? Les pédagogies critiques et féministes se sont constituées comme des réponses possibles à ces écueils. Dans quelle mesure sont-elles mobilisées et mises en œuvre et avec quels effets ? A quelles pratiques donnent-elles concrètement lieu ? Comment ces dernières prennent-elles en compte l'intersectionnalité des rapports sociaux et que signifie finalement pour ces pratiques, comme pour les théorisations

qui les soutiennent, éduquer et former à l'égalité ? Les propositions pourront concerner le champ éducatif au sens large ou plus spécifiquement le champ de la formation professionnelle encore peu exploré.

#### **4. Formations sur le genre et mobilisations anti-genre**

Alors que le sénat roumain vient de voter un amendement dans la loi pour l'éducation destiné à interdire à l'école et à l'université « les activités propageant la théorie ou des opinions sur l'identité de genre en vertu desquelles le genre est un concept différent du sexe biologique et les deux ne sont pas toujours identiques », quelle est la situation des formations et enseignements sur le « genre » en France et à l'international ? Quelles politiques de formation sont-elles menées sur ces enjeux ? Quelles questions prennent-elles en charge ? Où ces formations ou ces actions de formations sont-elles actuellement implantées ? A quel public, scolaire, non scolaire, universitaire ou professionnel, enfants, adolescent.es ou adultes sont-elles destinées ? Quels sont leurs contenus ? A quelles mobilisations et oppositions politiques et médiatiques font-elles actuellement face ? Quels sont les acteurs et actrices de ces mouvements et leur modalité d'action ? Comment enfin évolue leur rhétorique en fonction des contextes et des agendas politiques ? Les propositions pourront s'intéresser à des situations locales ou aux circulations internationales des offres et politiques de formation et des résistances qu'elles suscitent.

### **Numérique – IA – Technologies**

La place prépondérante prise aujourd'hui par les médias et le numérique dans les pratiques culturelles rend incontournable une réflexion sur le rôle qu'ils jouent dans la construction, l'évolution et la circulation des stéréotypes et inégalités de genre. On s'attachera à dissiper l'illusion encore fréquente de la neutralité des nouvelles technologies en termes de genre, pour s'intéresser aux nouvelles formes d'émancipation mais aussi aux nouveaux risques d'aliénation qu'elles impliquent. Le féminisme a su utiliser des formes de militantisme numérique et leurs puissants outils de dénonciation publique des rapports de domination, et diffuser ainsi au-delà de ses milieux. De même, le numérique a permis une affirmation et une émergence de formes de vie invisibilisées. Mais les réseaux sociaux ont vu aussi des vagues de sexisme, imposant de penser les dynamiques en œuvre dans les nouvelles économies numériques.

À partir de ces questionnements, cet appel s'adresse à une pluralité de disciplines, en privilégiant trois sous-axes et en encourageant les approches interdisciplinaires, et comparatives.

#### **1. Le genre de l'IA**

En se transformant en esclaves sexuels, en travailleurs du *care*, les robots humanoïdes peuvent surjouer autant que déjouer les catégories genrées. Et si les « FemTech », leurs applications et leurs objets connectés portent d'autres promesses de maîtrise de l'ordre biologique, elles soulèvent des problèmes de vie privée, de sécurité et de nouveaux stéréotypes.

L'intelligence artificielle a-t-elle un genre ? Le genre n'a pas besoin d'être incarné corporellement: il se caractérise précisément par des comportements socialement construits (et hérités historiquement) qui définissent des fonctions binaires marquées comme féminines ou masculines tout en installant une inégalité et une dynamique de pouvoir.

On encouragera les recherches explorant la question de savoir si l'IA a un genre, en envisageant l'IA comme un enjeu non seulement technologique mais aussi social, éthique et politique.

## **2. Genre, numérique et données**

Le numérique reproduit-il des normes et des rôles de genre ou, au contraire, permet-il de les subvertir ? Les possibilités d'accès et les usages sont-ils les mêmes pour tous et toutes ? Où sont les femmes dans les métiers du numérique ? La fracture numérique est-elle aussi une fracture de genre ? La question des données est d'autant plus cruciale que le big data est désormais interprété par des outils d'intelligence artificielle particulièrement vulnérables aux biais de genre. Le GS IdG soutiendra les projets qui s'engagent dans cette exploration des data.

## **3. Cultures numériques et genre**

Les médias numériques peuvent être définis comme des "technologies de genre" (Teresa de Lauretis). Ces médias se caractérisent par le fait qu'ils ont été massivement appropriés et investis par les hommes, largement majoritaires parmi les "créateurs" du numérique. Comment cette hégémonie masculine influe-t-elle sur la production des outils et contenus numériques, quelles constructions des masculinités et des féminités les médias numériques produisent-ils et quels effets cela peut-il avoir sur celles et ceux qui les reçoivent et utilisent ? Au-delà du poncif sur les femmes qui déserteraient l'informatique, on peut s'intéresser à la disruption créée par leur intervention. Les débats sur le sexisme qui ont agité la communauté des jeux vidéo, les changements induits par l'arrivée des gameuses dans cet univers très masculin, l'évolution actuelle des pratiques de jeu, comme la présence de nouvelles héroïnes informaticiennes dans la pop culture (*Millénium*, *Black Panther*), pourront ouvrir ainsi de nouvelles pistes.

### **Objectifs de l'appel à projets**

Cet appel à projets a pour objectif de :

- favoriser des mises en réseau scientifiques à l'échelle nationale ou internationale
- favoriser la constitution de projets de type « ANR » ou « projets européens » en contribuant à leur montage
- soutenir la mise en œuvre de recherches et d'enquêtes de terrain
- aider à la mise en œuvre de projets éditoriaux de grande ampleur
- permettre ou accompagner l'émergence de nouvelles problématiques

Dans cette perspective, les projets présentés pourront inclure, mais ne doivent pas se limiter à, l'organisation de colloques ou de journées d'études.

Les manifestations scientifiques organisées par les lauréat-e-s devront inclure la mention du soutien de l'Institut du genre. Les porteur-e-s de projets lauréat-e-s pourront, si ils ou elles le souhaitent, faire appel à un membre de l'Institut (direction ou conseil scientifique) pour représenter l'Institut du Genre à ces manifestations.

Une note de synthèse et un état des dépenses seront demandés par le GIS Institut du genre à l'issue de la mise en œuvre des projets sélectionnés. La note de synthèse sera affichée sur le site de l'Institut du Genre.

Les lauréat-e-s seront invité-e-s à participer à un dispositif de valorisation sur le site du GIS.

### **Conditions d'éligibilité**

Cet appel s'adresse à tou-te-s les chercheurs/cheuses et enseignant-e-s – chercheurs/cheuses statutaires relevant d'établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur partenaires du GIS Institut du Genre, quels qu'en soient le grade, la discipline, l'appartenance institutionnelle et la localisation géographique en France.

Priorité sera donnée à des projets portés par des individus ou des collectifs relevant d'au moins deux unités ou équipes différentes.

**Modalités de soutien :**

Le financement est plafonné à 5 K€ par projet.

Le financement est accordé pour l'année 2021. Il sera versé en une seule fois et devra être utilisé avant la fin de l'année 2021.

**Modalités de dépôt du dossier :**

Le formulaire obligatoire, une fois complété, et enregistré **en pdf** devra être soumis à l'adresse suivante : **sg-gis-idgenre@mshparisnord.fr au plus tard le 21 septembre 2020 à 14 heures.**

Pour plus d'information : contact administratif : [sg-gis-idgenre@mshparisnord.fr](mailto:sg-gis-idgenre@mshparisnord.fr)

**Modalités de sélection :** Les dossiers seront évalués par le Conseil Scientifique de l'Institut du Genre.